
LETTRE OUVERTE

Montréal, le 17 octobre 2014

M. Fournier ne doit pas laisser mourir Radio-Canada

***Par Daniel Boyer, président
de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)***

Depuis l'arrivée d'Hubert T. Lacroix à la tête de Radio-Canada, en 2008, les compressions se succèdent à un rythme fou. Tous les deux ou trois ans, des centaines de travailleuses et travailleurs sont licenciés. Depuis six ans, la SRC a supprimé 2100 postes, soit plus de 20 % de ses effectifs, et l'abolition de 1000 à 1500 emplois supplémentaires est prévue au cours des cinq prochaines années. Bref, il n'y a là rien de rassurant pour l'avenir de la culture francophone, de l'information et de la démocratie.

Le ministre québécois des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Francophonie canadienne, Jean-Marc Fournier, se dit inquiet, et avec raison, pour le fait français au Québec comme dans le reste du Canada. Au printemps, il a interpellé la ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, Shelly Glover, sur la situation précaire du diffuseur public. La ministre s'est dissociée des décisions de Radio-Canada – comme si les coupes budgétaires 2012-2015 de son gouvernement n'étaient pour rien dans le fait que le diffuseur public gratte les fonds de tiroirs...

Le gouvernement du Québec doit revenir à la charge auprès d'Ottawa pour que Radio-Canada ait les moyens de continuer d'offrir une information et des émissions pertinentes et de qualité. Le personnel de la SRC offre un service essentiel en démocratie. Il ne peut pas être sacrifié à chaque sursaut de l'économie!

Malgré les coupes des dernières années, Radio-Canada demeure un tremplin pour la relève artistique, une institution phare du monde de la culture, un lieu d'innovation télévisuelle. Malheureusement, la SRC a annoncé la disparition de 11 de ses 12 studios montréalais, une décision qui deviendra rapidement irréversible, parce que liée au partenariat public-privé (PPP) de la Maison de Radio-Canada. Radio-Canada a commencé à liquider une expertise de plus de 75 ans qui sera impossible de rebâtir. Le temps presse.

En information, le diffuseur public est indispensable. Il constitue un rempart important contre la concentration des médias alors que le Canada a l'une des industries médiatiques les plus concentrées du monde occidental. La SRC est aussi l'un des seuls diffuseurs à faire du journalisme d'enquête, un genre essentiel à la démocratie. Radio-Canada ne sera bientôt plus en mesure de faire tout cela.

La SRC a besoin d'un financement stable et prévisible pour pouvoir réaliser son mandat tout en se modernisant. Le gouvernement canadien doit suivre l'exemple d'autres pays démocratiques et offrir un financement suffisant à son diffuseur public. Il ne sert à rien d'envisager un virage numérique s'il n'y a plus de journalistes sur le terrain pour rapporter la nouvelle... Le président Hubert T. Lacroix dit vouloir prioriser le local et le contenu canadien, mais s'il n'y a personne pour produire cela, c'est voué à l'échec.